



Guinée-Conakry

22 novembre 2010

Guinée-Conakry : « Les autorités guinéennes, les forces de sécurité et les partis politiques doivent s'abstenir de toute violence et incitation à la haine ethnique »

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et son organisation membre en Guinée, l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'Homme et du Citoyen (OGDH), condamnent la répression brutale par les forces de sécurité de manifestants non-armés qui s'est déroulée à la suite du second tour de l'élection présidentielle.

Le lundi 15 novembre 2010, peu avant l'annonce des résultats provisoires du second tour de l'élection présidentielle, des violences ont éclaté dans plusieurs quartiers de la capitale Conakry ainsi que dans d'autres villes du pays. Selon les résultats provisoires proclamés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), M. Alpha Condé a obtenu 52,52% des voix contre 47,48% pour M. Cellou Dalein Diallo. La contestation de ces résultats par M. Cellou Dalein Diallo a donné lieu à des manifestations qui ont fait une dizaine de morts et de nombreux blessés principalement dans les bastions de l'Union des Forces Démocratique de Guinée (parti de M. Diallo) dans la capitale ainsi que dans des villes de l'intérieur du pays. A la suite de ces violences, le gouvernement guinéen a décrété l'état d'urgence et un couvre-feu sur l'ensemble du territoire national jusqu'à la proclamation des résultats définitifs par la Cour suprême le 2 décembre 2010.

D'après le Haut-commissariat des Nations unies pour les droits de l'Homme (HCDH), certains de ses employés ont été témoins dans plusieurs quartiers de Conakry, dont Hamdallaye, Cosa, Bambeto et Koloma, de passages à tabac, de violences, d'arrestations et de tirs à balles réelles sur des civils non armés, de la part de Béréts rouges lourdement armés, de membres des forces de police, de gendarmerie et de la Force spéciale de sécurisation du processus électoral (FOSSEPEL).

Selon l'OGDH, les forces de défense et de sécurité se seraient rendues responsables de nombreuses arrestations arbitraires, de tortures et de mauvais traitements notamment dans les villes de Labé et de Conakry. Des femmes auraient par ailleurs été victimes de viols et d'autres crimes sexuels. Ces exactions seraient pratiqués de façon discriminée. Le bilan provisoire de ces événements seraient aujourd'hui de sept morts, de plus d'une centaine de blessés dont au moins 140 civils, blessés par balle, qui ont été accueillis dans un des hôpitaux de la capitale. La FIDH et l'OGDH, condamnent fermement ces violences et l'utilisation excessive de l'usage de la force par les forces de l'ordre et les militaires et exhortent ces dernières à la retenue.

« La tension entre communautés est actuellement très grande et les forces de sécurité se sont particulièrement acharnées sur les partisans de Cellou Dalein Diallo, souvent des Peuhls. Mais pour sortir de tant d'années de dictature, il faut que nous dépassions la gestion du pays par la violence. Quelque soit le président qui sera proclamé le 2 décembre, il doit mettre les droits de l'Homme au centre de son action afin d'établir en Guinée, un réel État de

droit » a déclaré Thierno Maajou Sow, président de l'OGDH.

« L'usage de la violence par les forces de l'ordre contre les civils doit cesser immédiatement. La Guinée était en train de passer le test démocratique. Afin que tout ne soit pas perdu et que la volonté du peuple puisse enfin être garantie, les autorités guinéennes et les forces de sécurité, les dirigeants politiques et leurs militants, doivent s'abstenir de toute violence et incitation à la haine ethnique. Le 28 septembre 2009 ne doit pas se reproduire » a déclaré Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH.

<http://www.fidh.org/Guinee-Conakry-Les-autorites-guineennes-les>